

M. Allmand: Monsieur l'Orateur, comme je l'ai signalé l'autre jour, les fonds supprimés à mon ministère étaient des crédits affectés à l'origine à la régionalisation de l'administration et n'ont absolument rien à voir à la sécurité du système.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES ENTRETIENS DU MINISTRE AVEC LE SYNDICAT DES DÉBARDEURS—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail, qui a eu la vedette en fin de semaine. A-t-il vraiment rencontré des membres de Montréal de l'Association nationale des débardeurs, vendredi dernier, dans l'après-midi? Le cas échéant, nous dirait-il où en sont les pourparlers concernant ce programme?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Oui, monsieur l'Orateur, j'ai effectivement rencontré le syndicat des débardeurs vendredi après-midi. Ce fut un entretien très utile, au cours duquel le syndicat m'a exposé les points qui, selon lui, donnaient matière à grief. Après avoir écouté, j'ai signalé qu'il faudrait attendre le rapport de l'arbitre que j'ai nommé. L'audition de l'affaire doit commencer cette fin de semaine-ci. Je crois que le syndicat a accepté la formule dans son ensemble.

* * *

LE CODE CRIMINEL

L'OPPORTUNITÉ D'UNE AGGRAVATION DE LA PEINE POUR LE KIDNAPPING ET D'UNE CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES PROCUREURS GÉNÉRAUX

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, ma question se rattache à celle qui a été posée par le député de Burnaby-Richmond-Delta. Je l'adresse au ministre de la Justice. Le kidnapping et l'extorsion constituent un danger réel avec lequel doivent compter tous ceux qui occupent des postes de responsabilité. Pendant la fin de semaine, des ravisseurs à Calgary ont réussi à extorquer plus d'un quart de million de dollars. Le ministre est-il disposé à faire modifier l'article 287 pour porter à dix ans la peine minimale prévue pour ce crime, sans droit à la liberté conditionnelle?

Des voix: Bravo!

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je n'ai certainement pas décidé de présenter de projet en ce sens, dans le cadre des modifications en cours. Nous avons posé en principe que, dans l'ensemble, il n'est pas souhaitable de prévoir de peine minimale parce qu'en général, on obtient de meilleurs résultats en s'en remettant au pouvoir discrétionnaire du juge. Dans le système actuel, le tribunal a la faculté d'aggraver la peine. Nous allons sûrement réexaminer notre approche à l'égard des peines à imposer et des libérations conditionnelles et chercher à mieux assurer le maintien de l'ordre dans notre pays.

Privilège—M. Stanfield

M. Woolliams: Le ministre est-il disposé à convoquer les procureurs généraux des provinces en conférence nationale en raison de l'inquiétude que suscite chez les Canadiens l'aggravation constante de la criminalité? Le vol à main armée et le kidnapping sont en hausse d'environ 67 p. 100. La fréquence des meurtres augmente. Cette statistique justifie vraiment la tenue d'une pareille conférence.

M. Lang: Monsieur l'Orateur, nous avons l'intention de rencontrer à nouveau les procureurs généraux à l'automne. Je dois cependant préciser que, jusqu'ici, les procureurs généraux, de tous partis, à qui il appartient de faire appliquer la loi, ont été plutôt de mon avis en ce qui concerne les peines minimales, ne cherchant pas à tirer avantage politique d'une situation donnée, comme semble faire le député.

* * *

LES TRANSPORTS

L'ÉPAVE DU «IRVING WHALE»—LE RISQUE DE POLLUTION

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports; elle porte sur un problème aussi grave que celui dont nous avons parlé tantôt, mais il est plus vieux. Il s'agit de l'épave du *Irving Whale* échouée dans le golfe du Saint-Laurent, qui constitue une menace de pollution à tout moment. Dernièrement, de grandes nappes de pétrole ont été détectées au-dessus de cette épave; le ministre peut-il dire ce que l'on fait dans l'immédiat et ce que l'on compte faire pour écarter cette menace permanente pour la région?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas reçu d'autres conseils techniques que ceux que j'avais communiqués à la Chambre il y a quelques mois. Absolument rien ne prouve que le pétrole se trouvant aux environs de l'Île-du-Prince-Édouard vient du *Irving Whale*.

M. Macquarrie: Monsieur l'Orateur, on a aperçu dernièrement d'énormes nappes. Aussi, le ministre compte-t-il faire faire une enquête immédiatement à ce sujet?

M. l'Orateur: À l'ordre.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

QUESTION DE PRIVILÈGE

M. STANFIELD—LES PROPOS DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU SUJET DU «TIME» ET DU «READER'S DIGEST»

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais soulever la question de privilège à propos de remarques qu'aurait faites le secrétaire d'État (M. Faulkner). Il aurait dit le 4 juillet que les sociétés *Time* et *Reader's Digest* étaient de connivence avec les conservateurs pour forcer le retrait du projet de loi.